



Le Directeur régional Afrique au National Democratic Institute for International Affairs, considère que les piètres performances du régime actuel incitent de nombreux hommes politiques à estimer qu'ils ont de l'envergure et qu'ils peuvent faire mieux que la génération actuelle des véreux.

La triste équation pour le Cameroun, ajoute-t-il, est que beaucoup de ceux qui s'agitent le plus en ce moment sont eux-mêmes des nains et des nabots comparés à leur chef d'équipe peu performant.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) vient de publier un rapport qui recense les 10 principales crises ayant causé des déplacés internes dans le monde, et toutes se situent dans des pays africains. En tant que panafricaniste et l'un de ceux qui sillonnent régulièrement le continent à la recherche de la paix, la démocratie et la bonne gouvernance, comment réagissez-vous à un tel classement ?

Je suis dévasté ! Vous ne pouvez pas contester la liste qui cite dans l'ordre la République

Démocratique du Congo, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sud-Soudan, le Tchad, le Mali, le Soudan, le Nigeria, le Burundi et l'Éthiopie. Cette liste porte sur des faits concrets et est donc très pénible à avaler.

Elle témoigne aussi de la réalité des multiples conflits qui se déroulent actuellement sur le continent et qui touchent gravement des populations déjà marginalisées et vulnérables, notamment dans les zones rurales et hors de vue des élites politiques et des diplomates qui vivent dans les capitales.

D'une part, cette liste de conflits en cours et des déplacés internes par pays témoigne de la mauvaise gouvernance et de l'incapacité des gouvernements nationaux et de nos organisations régionales à prévenir ou à résoudre les conflits et à garantir la sûreté, la sécurité et le bien-être des citoyens ; d'autre part, elle soulève des interrogations sur l'attitude du reste du monde et les organisations multilatérales telles que le système des Nations Unies qui semblent avoir fermé les yeux sur les ravages qui se produisent dans de nombreuses zones de conflit sur le continent. Aujourd'hui, il est extrêmement décevant et triste de constater à quel point certains dirigeants africains déçoivent leurs populations, et que même certains bons dirigeants se murent dans un silence complice. Chaque Africain et tout véritable ami du continent devrait être révolté par ces rapports et statistiques sur les conflits, qui révèlent au grand jour la misère et la souffrance la plus abjecte.

Pour un continent aussi riche en ressources minérales et en capital humain, nous valons mieux que de donner l'image de l'éternel enfant à problème.

Pourquoi pensez-vous que les organisations régionales telles que l'Union africaine et même les organismes sous-régionaux comme la Cedeao, la Sadc, l'Igag ne relèvent pas ces défis ?

Excellente question ! Certaines organisations sous-régionales comme la Cedeao font ce qu'elles peuvent pour faire pression sur les dirigeants de pays comme le Mali, le Burkina Faso et la Guinée afin qu'ils obtiennent de meilleurs résultats pour les transitions en cours ; la Sadc est active au Mozambique et en Eswatini, et ses interventions vont produire des résultats positifs ; mais l'Union africaine elle-même commence à perdre de son lustre à mesure que s'étiolent l'enthousiasme et les espoirs qui ont accompagné son lancement en 2001.

Beaucoup d'entre nous regardent aujourd'hui avec nostalgie l'Union africaine de l'ancien président malien Alpha Oumar Konaré, lorsque les valeurs partagées et la sécurité humaine étaient des principes directeurs. L'époque des dirigeants tels que Nelson Mandela, Thabo Mbeki, Olusegun Obasanjo, Nicéphore Soglo, Ellen Johnson Sirleaf, Konaré et d'autres qui parlaient du mécanisme d'évaluation par les pairs et de la Renaissance africaine semble désormais si lointaine, et malheureusement derrière nous.

Le Cameroun vient de célébrer en grande pompe les 50 ans de l'État unitaire, bien qu'il occupe la troisième place sur la liste du Conseil norvégien pour les réfugiés. Quelle est votre lecture de la

situation socio-économique et politique du pays à la suite de la célébration de ce 50e anniversaire ?

Le Cameroun est aujourd'hui l'ombre de lui-même sur de multiples fronts, car il connaît des crises sécuritaires, politiques et socio-économiques qui non seulement s'entrecroisent, mais surtout étouffent. Il y a trop de conflits et d'incohérences en cours, y compris autour de la date du 20 mai elle-même. Pour certains Camerounais, l'abolition de l'appellation « République unie du Cameroun » par décret en 1984 a enlevé une grande partie du vernis de la commémoration de l'État unitaire. D'autres encore, surtout parmi la population anglophone, remettent en question la légalité du référendum de 1972, qui a mis fin à la Fédération pour donner naissance à l'État unitaire. Ainsi, contrairement au symbole d'unité que le 20 mai devrait représenter au Cameroun, aujourd'hui, il cristallise plutôt les contradictions de notre histoire et de notre destin.

En outre, le pays est empêtré dans un conflit armé qui dure depuis cinq ans dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ou dans l'ancien Southern Cameroons ; les incursions de Boko Haram se poursuivent dans la région de l'Extrême-Nord autour du bassin du lac Tchad ; et l'insécurité persiste à la frontière orientale avec une République centrafricaine instable. Si l'on ajoute à cela les tensions et la polarisation socio-politique internes, le pays ressemble à un baril de poudre qui pourrait exploser à tout moment.

Alors, est-il vrai que l'événement du 20 mai était sans engouement ou littéralement inexistant dans de nombreuses parties des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays ; et, si oui, quel devrait être le message à retenir de tout cela ?

Depuis 2016, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, ou ce qui était le Southern Cameroons avant la réunification en 1961, souffrent sous des griefs liés à la marginalisation des populations de ces zones au cours des 60 années d'expérimentation de la construction de la nation. Malheureusement, en 2017, la crise, initialement menée par des avocats et des enseignants, s'est transformée en un conflit armé qui a fait des milliers de morts, des centaines de villages brûlés, près d'un million de personnes déplacées, dont environ 70 000 sont réfugiées dans les pays voisins, et près de 800 000 enfants qui n'ont pas eu accès à l'éducation.

Dans de telles circonstances, et tant qu'il n'y a pas de fin négociée au conflit, il n'est pas humainement possible que les gens sortent festoyer un jour que beaucoup considèrent comme la source de leur douleur et de leur souffrance, ou de leurs maux et malheurs politiques. La participation aux événements publics était généralement faible, d'autant plus que des groupes armés non étatiques avaient imposé des mesures de confinement dans de nombreuses communautés de ces régions.

Le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a fait

des ravages en termes de vies humaines et de biens. Dans l'état actuel des choses, comment voyez-vous l'issue ?

Comme je l'ai toujours dit depuis le début du conflit, la seule issue sera une résolution négociée avec la facilitation d'une tierce partie, étant donné la haine et la méfiance qui existent aujourd'hui entre les belligérants, et entre des parties importantes de la population anglophone dans le pays et à l'étranger, et le gouvernement central du Président Paul Biya. Il y a un besoin urgent d'une plateforme crédible qui permettrait d'aborder de front et de résoudre les griefs légitimes des anglophones.

L'option militaire, que beaucoup d'entre nous ont décriée dès le début, n'a pas seulement échoué ; elle a généralisé et normalisé le type de violence et d'atrocités des deux côtés que nous voyons depuis les cinq dernières années. Les pertes, la douleur, la peur ou les traumatismes subis par les populations touchées ne seront certainement pas atténués par de nouveaux meurtres et atrocités, ni par des baïonnettes et des balles, mais en revanche seulement par de véritables pourparlers de paix globaux, inclusifs et médiatisés, qui permettront d'aller au fond des griefs et de trouver un accord sur des solutions auxquelles ces populations peuvent s'identifier.

Le Président Paul Biya est au pouvoir depuis 40 ans sur les 50 ans de l'État unitaire. Pensez-vous qu'il soit aujourd'hui à même de trouver une solution viable au conflit dit de 'crise Anglophone'?

Avec ses 90 ans d'âge dans un pays où la moyenne d'âge est de 18 ans, et le fait d'être resté au pouvoir pendant 40 ans font qu'il y a longtemps que Paul Biya a raté l'opportunité de mettre fin à ce conflit. Paradoxalement, avec le système de gouvernance hyper-centralisé et jacobin que Paul Biya a mis en place, personne d'autre n'est en mesure de prendre des décisions plus éclairées qui puissent aboutir à une résolution définitive de cette crise. Il faut donc que Paul Biya se rende à l'évidence que des Camerounais se meurent en milliers, que des vies sont en train d'être détruites au quotidien, qu'une frange grandissante de la population Anglophone est convaincue que lui et son système cherchent à détruire son système d'éducation, de justice et son bien être et même son avenir. Alors, il est plus que temps de mettre fin à cette guerre fratricide, inutile et dévastatrice.

Interviewé récemment après une visite au Cameroun, l'ancien ministre Sud Africain et négociateur en chef de la fin de l'apartheid, Roelf Meyer, a déclaré qu'un « dialogue authentique et inclusif pourrait être le seul moyen de sortir du conflit ». Quel rôle pensez-vous que des acteurs internationaux respectés comme l'ancien ministre Roelf Meyer pourraient jouer pour mettre fin au conflit ?

De nombreux Camerounais ont été très touchés qu'une haute personnalité africaine comme

Roelf Meyer prenne le temps de visiter le Cameroun et de s'intéresser au conflit armé en cours, alors que d'autres de sa trempe se sont montrés si indifférents et insensibles aux effets néfastes de ce conflit. Roelf Meyer est un leader mondial de grande envergure compte tenu du rôle éminent qu'il a joué dans son pays pour mettre fin à l'apartheid et faciliter la libération de Nelson Mandela, et même par la suite son rôle dans la mise en place d'une nouvelle constitution pour une Afrique du Sud nouvelle et démocratique. De nombreux pays à travers le monde entier font régulièrement appel à Roelf Meyer pour ses conseils et son expertise sur les questions de résolution de conflits et de transitions difficiles.

En fait, peu après son voyage au Cameroun, M. Meyer s'est envolé pour Bangkok, en Thaïlande, pour des consultations sur le Myanmar (Birmanie). Il n'y a absolument aucun doute dans mon esprit que lui et d'autres personnes de son calibre peuvent nous aider au Cameroun à retrouver la paix et la justice, et à mettre fin à cette guerre insensée. Si Roelf Meyer se présentait, ses références irréprochables rendraient difficile les mesquineries de ceux qui se sont opposés aux négociations et qui continuent de bloquer le processus de recherche de la paix et de la justice. Effectivement, il deviendrait plus facile de savoir qui veut que la guerre et les atrocités se poursuivent et, espérons-le, il serait plus facile pour ces personnes d'être tenues responsables de leurs actions et du profit qu'ils tirent de cette crise.

Pour en revenir au président Biya, la question de la succession se pose avec acuité pour des raisons évidentes. Pouvez-vous nous éclairer sur les mécanismes de succession en place et sur l'importance pour le pays de bien faire les choses ?

Je peux comprendre l'inquiétude et l'agitation autour de la présidence de Paul Biya, car historiquement, comme l'illustrent les exemples de présidents africains qui ont servi longtemps tels que Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, Omar Bongo au Gabon, Gnassingbé Eyadéma au Togo, et Muammar Kadhafi en Libye, la mort de dirigeants ayant duré au pouvoir est synonyme de chaos et de confusion, surtout lorsque diverses factions se disputent les postes et que certains cherchent à remplacer le président dans un contexte de griefs persistants. En tant que le plus vieux président du monde, Paul Biya a maintenu de nombreux courtisans ensemble pendant ses quatre décennies de règne grâce à des méthodes autocratiques typiques telles que les réseaux de patronage, la corruption excessive et l'instrumentalisation de l'armée et des services de sécurité pour réprimer la dissidence et obtenir une loyauté totale envers sa personne.

L'article 6, paragraphe 4, de la constitution du Cameroun, tel qu'amendé en 2008, prévoit qu'en cas de vacance présidentielle, le président du Sénat assume le siège pour une durée comprise entre 20 jours et 120 jours, période pendant laquelle il doit organiser des élections pour un nouveau président. Cependant, les faiblesses inhérentes au cadre institutionnel du pays et les appels fervents pour de réformes électorales majeures pourraient rendre cette option constitutionnelle impraticable, étant donné le très mauvais bilan du pays en matière d'adhésion et de mise en œuvre de sa constitution, de respect de l'État de droit et de l'organisation de scrutins inclusifs et transparents sous Paul Biya. La réforme électorale a fait l'objet d'un tollé, notamment depuis le dernier scrutin présidentiel de 2018 ; il est inconcevable

que les partis d'opposition et la société civile acceptent une nouvelle élection présidentielle sans réformes électorales substantielles.

En regardant certains des noms qui circulent comme successeurs potentiels de Paul Biya, on a l'impression que s'il n'est pas là aujourd'hui, il y a des gens prêts à le remplacer dès la minute suivante ; le pays devrait-il s'inquiéter du fait que le schéma de succession constitutionnel peut ne pas être suivi ?

Il n'est pas surprenant que les piètres performances du régime actuel incitent de nombreux hommes politiques à estimer qu'ils ont de l'envergure et qu'ils peuvent faire mieux que la génération actuelle des véreux. La triste équation pour le Cameroun est que beaucoup de ceux qui s'agitent le plus en ce moment sont eux-mêmes des nains et des nabots comparés à leur chef d'équipe peu performant. Ils doivent comprendre, comme dit-on, que « ça ne passera pas ! ». Au fil des ans, le régime a éliminé nombre de ses rivaux potentiels, certains poids lourds de la politique croupissent en prison et d'autres sont hors du pays. Les rares personnes qui résistent courageusement au système à l'intérieur du pays ont à peine de quoi respirer, car l'espace politique continue de se rétrécir et leurs voix sont muselées ou étouffées au quotidien.

Pensez-vous qu'il serait dans l'intérêt de la majorité francophone de réfléchir sérieusement à la possibilité que le prochain président soit issu des régions anglophones, afin de remédier à certaines des injustices historiques et de stimuler les perspectives d'une nouvelle ère pour le pays ?

Si les anglophones se sentent marginalisés aujourd'hui à cause de six décennies de domination absolue des francophones, attendez que la prochaine génération apprenne qu'elle devra subir un autre président autocratique francophone n'ayant aucune crédibilité démocratique, et ainsi vivre encore une autre décennie ou deux d'injustices flagrantes et de mauvaises pratiques de gouvernance. Même si votre question semble surréaliste pour le moment, il y a certains faits historiques qui ne peuvent plus être ignorés. Par exemple, juste après l'indépendance en 1961, de nombreux hommes politiques francophones de la région du Littoral et de l'Ouest espéraient réellement qu'il y aurait de nouvelles élections présidentielles et qu'ils soutiendraient John Ngu Foncha, l'anglophone, contre Ahmadou Ahidjo.

Ils ont été déçus par l'arrangement selon lequel Foncha a accepté de devenir le vice-président de la Fédération d'Ahidjo sans nouvelle élection. Deux décennies plus tard, avant que Paul Biya ne devienne président en 1982, la constitution a été amendée et la ligne de succession modifiée pour que Paul Biya devienne la deuxième personnalité du pays, à la place du président de l'Assemblée nationale S.T. Muna et du vice-président du parti-Etat d'alors J.N. Foncha, tous les deux anglophones. Dix ans plus tard, en 1992, lors de la première élection présidentielle multipartite compétitive de l'histoire du Cameroun, le candidat anglophone John Fru Ndi a obtenu le plus grand nombre de voix dans les régions qui comprenaient les provinces francophones de l'Ouest et du Littoral à l'époque, et a failli battre le président sortant Paul Biya. On peut donc supposer qu'au fond, il existe un fort sentiment, même chez les francophones, qu'un anglophone qualifié à la tête du Cameroun pourrait plus efficacement

sortir le pays du pétrin dans lequel il se trouve actuellement. Bien sûr, tant que le conflit armé persiste, des réflexions comme celle-ci ressemblent plus à un exercice intellectuel qu'à autre chose.

Votre nom a été évoqué au cours des précédents cycles électoraux comme candidat potentiel à la présidence, compte tenu de tout ce que vous avez fait à travers l'Afrique pour aider au renforcement des démocraties ; avez-vous déjà pensé à tout laisser tomber pour aller aider le pays à se reconstruire, si on vous le demandait ?

Je suis humblement touché par la façon dont vous posez la question. En effet, il est difficile d'avoir mon expérience et l'expertise que j'ai eu la chance d'acquérir au fil des ans, d'avoir un cœur humain et une bonne conscience, et de rester les bras croisés pendant que votre peuple périt et se languit dans la misère et le désespoir. C'est doublement douloureux lorsque vous réalisez que la plupart des maux que vous avez identifiés et que vous avez dénoncés avec force dans le passé auraient pu être résolus sans tirer un seul coup de feu. Beaucoup de mes compatriotes estiment qu'avec l'ouverture que j'ai sur le monde et ma présence dans l'arène internationale, je pourrais aider à relever les concitoyens et à leur donner les possibilités de vivre une vie décente, et repositionner notre pays à la place qui lui revient en Afrique et dans le monde. Ma position avant le scrutin présidentiel de 2018 était bien connue : je ne voulais pas me lancer dans la politique politicienne alors que le sang de citoyens innocents était versé dans une guerre insensée. Je crois fermement que dans la vie, il faut avoir de principes et des bonnes priorités – c'est aussi un aspect indispensable du leadership visionnaire.

Une dernière question sur l'avenir du Cameroun, quelles sont vos plus grandes craintes et ce qui vous donne de l'espoir; y aura-t-il un Cameroun après Biya ?

Ironiquement, je n'ai presque plus de craintes pour le Cameroun parce que la plupart des craintes se matérialisent déjà sous nos yeux en termes de rupture, de polarisation, de fragmentation et de division du pays en ce moment. Cela ne pourrait pas être pire que ce que nous vivons actuellement. La bonne nouvelle, c'est que « les pays ne meurent pas » ; les individus et les régimes vont et viennent, mais le peuple, dont la résilience est légendaire, se relèvera et persévérera. Mon plus grand espoir réside dans la jeune génération, car 60 % de la population a moins de 25 ans et aspire à une vie meilleure et plus significative et à de meilleures opportunités pour elle-même, sans les préjugés, la méchanceté et les mauvaises pratiques du passé. De même, pour ceux dans le groupe très actif qui représente 56% de la population entre 15 et 65 ans, j'espère qu'ils tireront les leçons des difficultés et de l'enfer du régime Biya, et qu'ils tourneront définitivement la page pour que nous puissions tous travailler à éteindre les feux et commencer le processus de guérison.

Le Jour